



Soucieuse de l'intérêt général, de la qualité du service public rendu à la population et des conditions de travail et de vie des agentes et des agents, la CGT porte des propositions et des revendications dont les principales sont reprises dans ce document.

Comme il est aujourd'hui devenu difficile pour les chantres du libéralisme d'affirmer, par exemple, qu'il y a assez d'effectifs dans les hôpitaux publics, que les enseignantes et les enseignants sont suffisamment rémunéré·es ou encore que les Services Départementaux d'Incendie et de Secours ont les moyens nécessaires pour remplir leurs missions, ces laudateurs de la concurrence et de la course aux profits vont, une fois de plus, nous opposer le poids de la dette et des déficits publics.

Ces pseudo-arguments ne tiennent pas.

Le coût à payer du fait de services publics réduits à l'os par des années de politique d'austérité est gravissime aux plans humain et budgétaire. Les crises écologiques et sanitaires actuelles viennent nous le rappeler douloureusement. Quant à l'aspect économique, deux illustrations, issues des données de l'INSEE, suffisent à souligner la supercherie des libéraux.

1. Aujourd'hui, l'ensemble des rémunérations (traitements et primes) et pensions versées à tous les ayants droit des 3 versants a reculé de 0,8 point dans les richesses créées (le PIB) par rapport à la moyenne des années 1990 à 2007. Rapporté au PIB de 2021, cela représente 20 milliards de moins consacrés aux personnels de la Fonction publique.
2. Sur les 20 années précédant la crise du COVID (2000 à 2019 inclus), les dépenses du budget de l'État sont demeurées à un niveau quasi égal dans les richesses créées, à environ 14,5 % du PIB. Mais, cette stabilité est due à la forte augmentation des aides aux entreprises qui ont plus que quintuplé dans la période ! Pour ces aides, les différents travaux et sources

évoquent des dépenses publiques de 110 à 150 milliards d'euros, et ce sans parler des diverses exonérations affectant les recettes ! Lorsque, sur cette période, on neutralise les lignes budgétaires dédiées aux entreprises, on constate que les dépenses du budget de l'État ont reculé de plus de 3 points du PIB, soit environ 80 milliards d'euros !

Au-delà des dépenses de personnel, ce sont les crédits liés aux missions publiques, à la recherche, aux investissements publics qui ont été amputés.

Cela a-t-il permis d'endiguer le chômage ? Non puisqu'en 2000, le taux de chômage était de 8,4 % et qu'en 2019, il était de 8,4 % !

Cela a-t-il dopé la croissance ? Non puisqu'entre 1999 et 2001, celle-ci était en moyenne de 4,8 % annuels et que, de 2017 à 2019, elle est tombée à 1,8 % !

Chacun choisira son camp. **Clairement, la CGT se positionne du côté du progrès social pour le plus grand nombre et des dépenses utiles, face à celui des dividendes et des profits monumentaux d'une petite minorité.**

La CGT Fonction publique défend 10 mesures prioritaires pour la fonction publique :

- ▶ 1/ Un plan de démocratisation du service public assurant un véritable contrôle citoyen.
- ▶ 2/ Un nouveau plan de titularisation.
- ▶ 3/ 500 000 emplois supplémentaires pour répondre aux besoins.
- ▶ 4/ L'égalité salariale entre les femmes et les hommes.
- ▶ 5/ 10 % de hausse de la valeur du point d'indice tout de suite et l'indexation des salaires sur l'inflation.
- ▶ 6/ L'amélioration des grilles indiciaires et déroulements de carrière.
- ▶ 7/ Le retrait du projet Macron de réforme des retraites et l'amélioration du système existant.
- ▶ 8/ La réduction du temps de travail à 32h.
- ▶ 9/ Des plans contraignants d'amélioration des conditions de travail.
- ▶ 10/ Un investissement massif dans la formation professionnelle.

fichiers:



[Télécharger 4pagesfp-nov2022.pdf](#) (1.05 Mo)

Public: [Infos / actions](#)

[Elections 2022](#)

- [A](#)
- [A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank